

E · D · I · T · O · R · I · A · L

Le prix de la confiance

Eugen Brand

Sur les petits marchés du monde, beaucoup de gens n'en sont plus à acheter un oignon à la fois, mais seulement un quart. « *Où va notre monde ?* » s'interrogent-ils. D'un côté, les fonds nécessaires pour une politique globale de l'agriculture et de l'alimentation ou en faveur d'une éducation pour tous paraissent inaccessibles ; de l'autre, des investissements sont faits à hauteur de centaines de milliards de dollars pour maintenir en équilibre un système financier qui laisse perdurer inégalité, exclusion et misère. Notre monde serait-il en train de marcher en tournant le dos aux Objectifs du Millénaire ? Succomberait-il au « *totalitarisme de l'argent* » ?

À cause des dettes accumulées chez le marchand de légumes, Mme Orlando n'ose plus aller sur le marché. Comme tant d'autres, elle et son mari marchent des kilomètres pour essayer de trouver un travail, un médicament, quelque chose à manger pour leurs enfants, si ce n'est pas aujourd'hui, demain peut-être. « *Quand j'ai trop faim* », dit-elle, « *je m'allonge au bord de la route et j'essaye de dormir.* » Lors des émeutes de la faim, les Orlando n'avaient pas osé y participer. Ils se sentaient responsables de la malnutrition de leurs enfants, coupables de la mort de deux d'entre eux.

Les multiples analyses financières et économiques qui tentent en ce moment d'expliquer la crise et proposent des solutions, ne sont pas arrivées jusque chez les Orlando. Pourtant l'histoire de millions de familles comme la leur est pétrie de toutes les crises que le monde a traversées. Leur mémoire, leur résistance, leur pensée se sont forgées dans une adversité inouïe et leur confèrent, comme à tous les très pauvres, un savoir d'une richesse unique et irremplaçable. Un savoir qui nous apprend que la confiance est le plus solide, le plus durable des ciments sociaux, la base de tout, l'enjeu essentiel pour le 21ème siècle. Et s'il y avait un

Bretton Woods II, comme certains le proposent, la question de la confiance devrait y figurer en première ligne.

Tout en parlant de participation, nos sociétés créent une pensée qui dévalorise certains, institutionnalise l'exclusion et légitime une violence qui ne veut pas savoir ce que vivent les plus vulnérables. Cette participation dont les populations en grande pauvreté se trouvent écartées les prive de la possibilité de réfléchir librement avec les autres à cette question fondamentale : « *Qui es-tu ? Qu'est-ce que tu veux pour les tiens et avec les autres ?* ». Cette situation constitue une violation des droits de l'homme.

Les personnes et familles confrontées au pire dénuement nous appellent à repenser ensemble le contenu et l'interdépendance de valeurs fondamentales, telles que liberté et solidarité, droit et responsabilité. Elles nous invitent à chercher ensemble ce qui définit l'humain et son devenir, ce qui crée la reconnaissance de l'autre, de son histoire comme de sa vision du monde, de sa singularité comme de son universalité en tant qu'être humain.

Ce travail en commun permettra de lever un malentendu : les familles et les personnes en pauvreté extrême aspirent à une participation, mais pas simplement dans le cadre de projets et de politiques de lutte contre la pauvreté. Au nom de l'avenir de leurs enfants et de leurs jeunes, elles souhaitent aussi contribuer à la recherche de solutions pour une économie qui reposera sur un travail décent, une écologie qui préservera la planète pour les futures générations, une école qui libèrera l'intelligence et la fraternité de chaque enfant. Ce n'est que dans la réalisation d'un tel partenariat que nous trouverons l'intelligence et l'impulsion de « *politiques globales, cohérentes et prospectives* » d'éradication de la grande pauvreté. La confiance dont nous parlons est à ce prix !

Les très pauvres, au nord comme au sud, nous attendent à ce tournant et appellent à s'unir autour d'un contrat qui se donne comme objectif premier une activité humaine capable de mutualiser tous les savoirs, une activité humaine à même de produire de l'argent au service de la libération des plus pauvres et du monde, une activité humaine permettant à tous les jeunes de prendre enfin leur place à part entière dans l'avenir de tous.

Ne nous y trompons pas : ce n'est pas une utopie de vouloir que les citoyens, que les États inventent des chemins rendant effective une participation qui instaure les pauvres comme premiers interlocuteurs dans l'élaboration de toutes les politiques. C'est une nécessité tout aussi vitale que les défis écologiques catalogués hier d'utopies. S'unir pour rendre aux pauvres la possibilité de participer aux défis de l'humanité, c'est une nécessité pour la paix.